



« Prenons les francophones au mot : mettons fin au dialogue »

VANOVERBEKE, DIRK

Jeudi 18 juin 2009

A bout portant

Bart Maddens Politologue à la KUL

La « doctrine Maddens » est très tendance dans les milieux politiques du Nord. Inspirateur de la nouvelle approche communautaire de la N-VA, le politologue de la KUL estime qu'il faut mettre tout dialogue en veilleuse.

La leçon majeure des élections en Flandre, c'est la nette poussée des nationalistes ?

La N-VA et le Vlaams Belang, qui prolongent la tradition du nationalisme flamand depuis la fin de la seconde guerre, ont recueilli 28 % des voix. On peut gloser sur la question de savoir s'il faut y ajouter la liste Dedecker, qui plaide aussi pour le confédéralisme et la SLP de Geert Lambert, parti issu de l'éclatement de la Volksunie. Mais au total, les partis nationalistes ou ultraflamingants ont obtenu 37,1 % des voix. Du jamais vu en Flandre.

Certains de vos collègues estiment qu'un vote en faveur d'un parti séparatiste ne traduit pas dans le chef de l'électeur, une volonté d'éclatement du pays.

J'ai beaucoup étudié les comportements électoraux. C'est ma thèse de doctorat. Les motivations de l'électeur sont, bien sûr, très complexes et souvent irrationnelles. Mais dans une démocratie, quand un citoyen vote pour un parti, on peut difficilement nier qu'il soutient son programme, en attendant une étude scientifique qui interpréterait le résultat du scrutin. Quand un parti remporte une élection, il est logique de considérer que l'électeur envoie un message positif à son programme et à ses idées. La N-VA s'est profilée comme un parti flamingant radical. Et il a objectivement gagné ses élections.

Face à l'attitude des partis francophones, vous proposez de bloquer toute discussion institutionnelle en attendant que, désargentés, ils reviennent eux-mêmes à la table. Une stratégie dont s'inspire aujourd'hui la N-VA de Bart De Wever. Une stratégie du

pourrissement ?

Ce sont les francophones qui, d'emblée, ont campé sur leur mantra : « Nous ne sommes demandeurs de rien ». Ils défendent le statu quo institutionnel. Les Flamands ont vainement tenté de les faire changer d'avis. Je propose dès lors de prendre les francophones au mot. Et d'accepter le statu quo. Et pendant ce temps où rien ne bouge sur le terrain institutionnel, je plaide pour une utilisation maximale des compétences flamandes, sans dépasser les frontières de la légalité.

Par exemple ?

Le relèvement des allocations familiales, couplé aux allocations d'études. Une sorte de sécurité sociale purement flamande, réalisée à l'intérieur de ses compétences.

La Flandre pourrait aussi, en déclenchant la procédure du conflit d'intérêt, avoir plus de prise sur le marché du travail, aujourd'hui fédéral. Cela contraindrait le niveau fédéral à négocier avec les entités fédérées, sur la politique de l'emploi, avant de prendre toute décision. L'initiative de Frank Vandenbroucke (SP.A), ministre flamand de l'Emploi, en faveur de la diminution des charges sur le travail pour les travailleurs de plus de 50 ans, est un excellent précédent. C'est dans ce sens que la Flandre doit œuvrer, en utilisant au maximum les compétences dont elle dispose. Ce type d'avancées mettra en même temps, la pression sur le fédéral pour accélérer la réforme de l'Etat.

CD&V, VLD et SP.A sont en faveur d'un dialogue entre les communautés. Les nationalistes flamands, s'inspirant de votre doctrine s'y opposent. Une coalition avec la N-VA de Bart De Wever est-elle possible, en dépit de cette contradiction ?

Je ne suis pas contre le dialogue. Une réforme de l'Etat n'est imaginable qu'à travers des négociations entre francophones et Flamands. Il s'agit moins d'un bras de fer entre partisans et adversaires d'un dialogue que d'une discussion sur le timing. Je constate que ce dialogue n'aboutit pas et je ne dispose d'aucune indication qui me conforterait dans l'idée contraire. Même Philippe Moureaux, vice-président du PS, dans une interview accordée à Knack, confirme que les francophones sous-estiment le sérieux de la situation institutionnelle et n'ont pas encore compris l'urgence du problème. Moureaux ne dit rien de plus que moi : les francophones ne sont toujours pas convaincus de la nécessité d'une réforme de l'Etat et préfèrent la laisser en jachère. Ceci met les Flamands dans une position impossible. Ils exigent un maximum de compétences. Les francophones ne demandent rien et peuvent se permettre de revendiquer le prix fort...

Les partis flamands perdent patience ?

Ils réalisent que la Flandre ne dispose d'aucun levier pour débloquent la situation. Je ne crois pas que Kris Peeters décidera de reprendre le dialogue dans l'immédiat. C'est aussi une question de fierté. En 2007 avec Leterme puis en 2008 avec Peeters, les Flamands ont tout mis en œuvre pour que les discussions se déroulent dans le respect de l'autre. Chaque fois, ils se sont fait envoyer sur les roses. Les partis traditionnels eux-mêmes réalisent que la reprise de ce petit jeu-là est inutile. Le problème du CD&V et de Kris Peeters, c'est le signal très clair du 7 juin en faveur de la N-VA. Qui s'est fortement profilé, lors de la semaine précédant la campagne, pour cette approche institutionnelle. S'il est plus confortable pour les formations traditionnelles de rejeter la N-VA dans l'opposition, ils craignent Bart De Wever. Et savent qu'avec les députés N-VA, les élus de la Liste Dedecker et du Vlaams Belang dans l'opposition, les exigences communautaires reviendront en force. En revanche, s'ils acceptent la N-VA, comment feront-ils pour reprendre un dialogue dont les nationalistes ne veulent pas ? Quel lapin Peeters sortira-il de son chapeau ?

■